

## Burundi : l'impasse politique inquiète

Deutsche Welle, 28.06.2019 – Un an de la prochaine élection présidentielle, c'est toujours l'impasse sur le plan politique. Le pouvoir refuse de s'asseoir autour de la même table que ses opposants en exil qu'il qualifie de putschistes. Cette impasse politique vient ajouter une détérioration de la situation des droits de l'homme dans le pays.

Depuis sa réélection en 2015, Pierre Nkurunziza a durci ses méthodes de gouvernement, en éliminant systématiquement toutes les voix discordantes. Dans un rapport paru la semaine dernière, le think tank International Crisis Group est même en outre inquiété. "Nkurunziza a aussi résisté aux différentes formes de pression en Burundi : critique intense, menace d'une mission militaire de l'UA (Union africaine), suspension d'aides financières vitales et sanctions contre des responsables politiques de premier plan", indique l'ICG. Selon Bernard Busokoza, premier vice-président du Burundi destitué en 2014 par Pierre Nkurunziza, et qui vit en exil en France : "le pouvoir de Bujumbura devrait tenir compte de tous les citoyens du Burundi. Or, il y a 400.000 exilés. Il ne pourra jamais prétendre gouverner alors qu'il y a plus de 400.000 personnes à l'étranger. Il faudrait que Bujumbura fasse un effort pour qu'on se retrouve à la table de négociation afin de trouver une solution durable".

Sortie de crise Depuis 2015, plusieurs rounds de dialogue ont été organisés sous l'égide de Benjamin Mkapa, sans succès. Conséquence : l'ancien président a été évincé en février dernier, affirmant qu'il n'a pas été suffisamment soutenu par les pays de la communauté internationale. Celle-ci est pressée par la société civile de se charger du dossier burundais avant l'élection présidentielle prochaine. "Il faudra voir aussi le nombre de prisonniers politiques. Il y a au moins 8.000 prisonniers politiques au Burundi. Tout ça, ce sont des litiges auxquels on doit d'abord trouver des solutions. Nous avons réclamé au garant de l'accord d'Arusha de demander au gouvernement burundais de reporter les élections de 2020 et de commencer d'abord à privilégier les négociations. Parce que nous tous, nous sommes des Burundais", soutient le défenseur des droits de l'homme burundais, Pierre-Claver Mbonimpa, qui a échappé à un assassinat en août 2015 à Bujumbura. Antagonismes et rivalités Selon l'International Crisis Group, la Communauté d'Afrique de l'est chargée de la médiation au Burundi "n'était pas préparée à cette tâche". Autre cause de blocage de cette médiation : les "antagonismes politiques historiques" et les "rivalités économiques" entre pays de la région, ainsi que de "vives animosités personnelles" entre leurs dirigeants, a conclu l'ICG.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});